



FOURNIR DANS LES MEILLEURS DÉLAIS DES INFORMATIONS EXACTES À TOUTES LES ÉTAPES DE LA MIGRATION



Actions connexes

- a. **Mettre en ligne à l'échelle nationale et promouvoir un site Web centralisé et accessible au public** qui offre des informations sur les options de migration régulière, comme les lois et politiques en matière d'immigration, les critères et formalités d'obtention, le coût et les modalités de conversion des visas, les critères d'obtention d'un permis de travail, le niveau de qualification professionnelle requis, les modalités d'évaluation des titres de compétences et les équivalences, les perspectives de formation et d'études et le coût de la vie et les conditions de vie dans certains pays, afin que les migrants puissent prendre des décisions informées
- b. **Promouvoir et intensifier une coopération et un dialogue systématiques aux niveaux bilatéral, régional et international** afin d'échanger des informations sur les phénomènes liés aux migrations, notamment au moyen d'outils communs tels que des bases de données, des plateformes en ligne, des centres internationaux de formation et des réseaux d'échanges, tout en défendant le droit à la vie privée et en protégeant les données personnelles

- c. **Installer le long de certaines routes migratoires des points d'information** pouvant orienter les migrants vers des services d'appui et de conseil adaptés aux enfants et sensibles à la problématique femmes-hommes, donnant la possibilité de communiquer avec des représentants consulaires du pays d'origine et mettant à disposition des renseignements utiles, notamment sur les droits de la personne et les libertés fondamentales, la protection et l'assistance souhaitables, les options et filières de migration régulière et les possibilités de retour, dans une langue comprise par la personne concernée
- d. **Donner aux migrantes et aux migrants nouvellement arrivés des informations ciblées, accessibles et exhaustives, qui tiennent compte de la problématique femmes-hommes et qui soient adaptées aux enfants, des conseils juridiques** sur leurs droits et obligations, notamment sur le respect des lois nationales et locales, l'obtention de permis de travail et de séjour, la modification de leur statut, l'enregistrement auprès des autorités, l'accès à la justice pour déposer plainte en cas de violation de leurs droits, ainsi qu'un accès aux services de base
- e. **Mener des campagnes d'information multilingues et factuelles qui tiennent compte de la problématique femmes-hommes** et organiser des réunions de sensibilisation et de préparation au départ dans les pays d'origine, en coopération avec les autorités locales, les missions consulaires et diplomatiques, le secteur privé, les milieux universitaires, les organisations de migrants et de diasporas et la société civile, afin de créer des conditions propices à des migrations sûres, ordonnées et régulières, et de mettre en lumière les risques qu'il y a à entreprendre une migration irrégulière pleine de dangers



Exemples de pratiques

Pour plus de pratiques, visitez le **Migration Répertoire des pratiques** de Network Hub

Programme Orientation canadienne à l'étranger

Le programme Orientation canadienne à l'étranger (OCE) est une initiative d'orientation à l'étranger qui fournit aux candidats à la migration vers le Canada des informations précises, pertinentes, cohérentes et actuelles pour les aider à prendre des décisions éclairées au sujet de leur installation. Le programme OCE est proposé aux migrants qui possèdent déjà un visa canadien, ainsi qu'à ceux qui souhaitent bénéficier d'un regroupement familial ou qui recherchent des possibilités d'emploi (OIM, 2018).

Programme global d'information et d'orientation

Le Programme global d'information et d'orientation – actuellement mis en œuvre dans le cadre du Dialogue d'Abou Dhabi – facilite la gestion et la fourniture d'une orientation sur mesure avant le départ, avant l'emploi et après l'arrivée à l'intention des travailleurs contractuels temporaires travaillant dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Bénéficiant du soutien technique de l'OIM, les États Membres du Dialogue D'Abou Dhabi s'efforcent d'adapter le Programme au contexte de leurs pays respectifs. Celui-ci permettra de renforcer la protection et l'intégration des travailleurs contractuels temporaires par divers moyens, notamment en améliorant la transparence de l'information, en protégeant les travailleurs contre les risques de mauvais traitements et d'exploitation, en aidant les travailleurs potentiels à prendre des décisions éclairées, en réduisant les obstacles sur les lieux de travail et en favorisant l'intégration sociale des migrants (OIM, 2018).

Projet pour l'élimination des pires formes de travail des enfants, deuxième volet

En Namibie, un certain nombre de pratiques de sensibilisation aux questions liées au travail des enfants ont vu le jour. Par exemple, les médias – qui peuvent atteindre et influencer les populations rurales et urbaines – ont été mobilisés dans le cadre de ce projet pour sensibiliser au travail des enfants à la faveur de récits, de programmes divers et d'entretiens (OIT, 2012).

Centres d'aide aux enfants et à leur famille (Point bleu)

En 2016, dans le cadre d'une initiative conjointe visant à renforcer la protection du nombre croissant d'enfants et d'autres personnes ayant des besoins particuliers à leur arrivée en Europe, le HCR et l'UNICEF ont mis en place des centres d'aide destinés spécifiquement aux enfants et à leur famille le long des routes migratoires les plus empruntées en Europe. Vingt centres d'aide aux enfants et à leur famille, appelés « centres Point bleu », ont fourni aux enfants et à leur famille un espace sûr et un espace de jeu, des services vitaux, une protection et des services de conseil en un lieu unique. Ces centres aident les familles migrantes vulnérables, en particulier les nombreux enfants non accompagnés ou séparés de leur famille qui sont exposés au risque de maladie, de traumatismes, de violence, d'exploitation et de traite (HCR, 2016). Cette approche a été reproduite dans le cadre de la réponse à la situation des Vénézuéliens. De même, en 2019, le Gouvernement du Niger et l'UNICEF ont créé quatre guichets uniques d'aide sociale dans la région d'Agadez et ont remis en état un centre de transit temporaire pour les enfants migrants non accompagnés (HCR, 2018).



Objectifs de développement durable pertinents



ODD 1: Pas de pauvreté

■**1.4:** D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété foncière, au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage, aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adaptés à leurs besoins, y compris la microfinance



ODD 4: Éducation de qualité

■**4.b:** D'ici à 2020, augmenter nettement à l'échelle mondiale le nombre de bourses d'études offertes à des étudiants des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement et des pays d'Afrique, pour leur permettre de suivre des études supérieures, y compris une formation professionnelle, des cursus informatiques, techniques et scientifiques et des études d'ingénieur, dans des pays développés et d'autres pays en développement



ODD 5: Égalité entre les sexes

▪**5.b:** Renforcer l'utilisation des technologies clefs, en particulier de l'informatique et des communications, pour favoriser l'autonomisation des femmes



ODD 10: Inégalités réduites

▪**10.7:** Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sûre, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques migratoires planifiées et bien gérées



ODD 16: Paix, justice et institutions efficaces

▪**16.10:** Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux